

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 04/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TITAN ORLEANS (ex PROLOGIS)

36 rue du Louvre
75001 Paris

Références : 255/2025
Code AIOT : 0010001659

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement TITAN ORLEANS (ex PROLOGIS) implanté Rue de Passée à Balance 45140 Ormes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 mai 2025 dans l'établissement TITAN ORLEANS implanté rue Passe Debout à ORMES 45140.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITAN ORLEANS (ex PROLOGIS)
- Rue de Passée à Balance 45140 Ormes
- Code AIOT : 0010001659
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCI TITAN ORLEANS exploite sur la commune de Orme un entrepôt logistique d'une superficie d'environ 20 000 m² et d'un volume de stockage de matière de 203868 m³.

Cette activité logistique a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 septembre 2013. L'établissement était alors classé SEVESO seuil bas.

Suite à l'abaissement des quantités maximales autorisées de certaines substances , la SCI TITAN ORLEANS ne relève plus du statut SEVESO.

Le tableau de classement a été actualisé par courrier préfectoral du 7 septembre 2022.

L'entrepôt relève désormais du régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510 (entrepôt de matières combustibles) et est concerné par les prescriptions du point I de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.

Le site entrepose également les matières classées au titre des rubriques suivantes:

- 4331 (E) :Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3
- 1436 (DC): Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C
- 4120 (D): Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.
- 4130 (D): Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.
- 4310 (DC): Gaz inflammables Catégorie 1 et 2
- 4320 (D): Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2,
- 4330 (DC): Liquides inflammables de catégorie 1
- 4510 (DC): Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1
- 4511 (DC): Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2
- 4741 (DC): Les mélanges d'hypochlorite de sodium
- 4755 (DC): Alcools de bouche d'origine agricole
- 4321 (NC): Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2
- 4718 (NC): Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2
- 4734 (NC): Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution

Pour finir elle est également autorisée pour les rubriques:

- 2910 (DC): Combustion
- 2925 (D):Atelier de charge d'accumulateur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 1,4	Demande d'action corrective	2 mois
2	Système de	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	sécurité incendie	11/10/2013, article 7,5,3,1		
3	Prévention du risque pollution	Arrêté Préfectoral du 18/09/2013, article 7.7.6.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - points 13 et 22	Demande d'action corrective	2 mois
5	Prévention du risque incendie (extincteurs)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II points 13 et 22	Demande d'action corrective	2 mois
6	Prévention du risque incendie (RIA)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II points 13 et 22	Demande d'action corrective	2 mois
7	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 18/09/2013, article 7.7.3	Demande d'action corrective	2 mois
8	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 22	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 1,4
Thème(s) : Situation administrative, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

Constats

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté son état des stocks. Sur ce document, figure la quantité de produits entreposés par nature des produits stockés.

L'inspection note la présence :

- de matières combustibles classées sous la rubrique 1510 (quantité :9118,127 tonnes)
- de produits dangereux classées sous la rubrique 4755 (volume : 269,8 m³)
- de produits dangereux classées sous la rubrique 4320 (quantité : 0 tonnes)
- de produits dangereux classées sous la rubrique 4321 (quantité : 0 tonnes)
- de produits dangereux classées sous la rubrique 4510 (quantité : 5,5 tonnes)
- de produits dangereux classées sous la rubrique 4331 (quantité : 0,72 tonnes)
- de produits dangereux classées sous la rubrique 4718 (quantité : 4,14 tonnes)

L'inspection remarque :

- que les unités retenues pour les matières classées sous la rubrique 4755 sont des mètres cube, faisant référence au alcool fort (>40°).
- que certains produits sont désignés sous le terme "Boissons" ou " Alcool de bouche" sans plus de précision.

L'inspection rappelle que les boissons alcoolisées supérieures à 17° sont classables sous la rubrique 4755-1 et l'unité retenue est la tonne.

Par conséquent, la désignation des boissons doit être plus précise (boissons non alcoolisées; boisson alcoolisées (<40° mais >17°) pour mieux apprécier la quantité de matière combustible lors d'un incendie.

Certaines rubriques du tableau de classement, annexé au courrier préfectoral du 7 septembre 2022, n'apparaissent pas dans l'état des stocks alors que d'autre sont mentionnées sans quantité. Par cohérence, l'ensemble des rubriques doivent figurer sur l'état des stocks. Les familles de mention de dangers des produits classables sous les rubriques 4XXX ne sont pas non plus indiquées.

L'état des stocks ne doit pas faire apparaître la rubrique 2925.

Cet état des stocks est à disposition à l'accueil du bâtiment sous forme informatique.

Cet état des stocks est à disposition à l'accueil du bâtiment sous forme informatique.

Constats d'écarts : L'état des stocks n'est pas suffisamment précis pour estimer la quantité de matières combustibles et gérer convenablement un incendie et les mentions de dangers non renseignées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Système de sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2013, article 7,5,3,1

Thème(s) : Risques accidentels, Alarme d'évacuation

Prescription contrôlée :

Article 7.5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2013

Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans l'ensemble des cellules et les locaux techniques. Ce dispositif actionne une alarme audible en tout point du bâtiment avec report au bureau de l'accueil et à la société de télésurveillance. Le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur [...] ».

Constats :

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a procédé à un déclenchement de l'alarme incendie afin de vérifier le bon fonctionnement de l'alarme d'évacuation ainsi que le report de l'alarme vers la télésurveillance.

Le déclenchement de l'alarme a été effectué au niveau du déclencheur manuel N°8 situé dans la cellule 4. L'inspection a constaté in situ, l'audition effective de l'alarme d'évacuation dans les cellules 1, 2, 3, 4 du bâtiment ainsi que dans les locaux administratifs.

Cependant, l'exploitant indique que le report d'alarme n'est pas fonctionnel vers la télésurveillance y compris en cas de déclenchement du système d'extinction automatique à eau. L'inspection a constaté la signalisation de l'alarme feu sur le tableau du système de sécurité incendie (SSI) situé au niveau du quai du côté de la cellule 1. Le SSI a été réarmé suite à l'essai réalisé. Aucun défaut n'a été constaté sur le SSI suite aux essais.

Constats d'écarts : Report d'alarme du SSI vers la télésurveillance non fonctionnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prévention du risque pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2013, article 7.7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : L'établissement est doté d'une rétention déportée d'une capacité de 1 000 m ³ pour les cellules 3 et 4 et une rétention sur les quais de déchargement à hauteur de 1 950 m ³ , le site est mis en rétention par la mise en place d'une vanne de barrage asservie au déclenchement du système d'extinction automatique, et doublée d'une commande manuelle. [...] ».
Constats : L'établissement est équipé d'une vanne d'isolement des réseaux pouvant être activée manuellement ou automatiquement suite au déclenchement du système de sprinklage. Cette vanne est située à l'entrée du site face aux bureaux administratifs. Elle est maintenue en position ouverte en usage courant. La procédure de fermeture manuelle de cette vanne en cas d'incendie est présente et lisible à proximité de la vanne. Le jour de la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a fait procéder à la manœuvre du système. La vanne ne s'est pas fermée. Le test de fermeture automatique s'est également révélé non concluant. Constats d'écarts : La vanne d'isolement des réseaux n'est pas en état de fonctionnement
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - points 13 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique
Prescription contrôlée : art.13 [...] « En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de

cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

[...]

art.22

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie [...] systèmes de détection et d'extinction

Constats :

Constats

L'exploitant a transmis le compte rendu de vérification semestrielle de février 2025 du système d'extinction à eau de type sprinkler effectués par la société AAI selon la norme FM global. Le rapport ne relève pas de remarque particulière.

Le tableau de report des alarmes du système d'extinction automatique à eau est situé à l'entrée du bâtiment administratif. L'inspection ne constate pas de défaut ou de point hors service sur ce tableau.

La réserve de l'extinction automatique à eau est constituée de 2 cuves aériennes boulonnées. Leur volume est de 925 m³ chacune.

La jauge de niveau d'eau, graduée en MCE (mètre de colonne d'eau) de la cuve située coté « ouest » affiche 7 mètres.

Selon les caractéristiques de la cuve mentionnées sur sa plaque, la cuve était donc à sa pleine capacité à la date de la visite.

L'aiguille de la jauge de niveau d'eau graduée en MCE de la cuve située coté « est » affiche 6,6 mètres. La hauteur affichée sur la plaque d'identification de la cuve indique une hauteur de cuve : 7,13 mètres. Cette cuve n'est donc pas en pleine capacité à la date de la visite.

Constats d'écarts : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la cuve située coté « est » est pleine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Prévention du risque incendie (extincteurs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II points 13 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : art.13 L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées [...] art.22 L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des 130 extincteurs du bâtiment du 26/11/2024 effectué par la société SASU AAMI SECURITE. Ce rapport relève de nombreux extincteurs de plus de 10 ans qui n'ont pas fait l'objet d'une requalification au titre des équipement sous pression comme prescrit dans l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. L'exploitant indique procéder au remplacement des extincteurs par phase. L'exploitant a présenté un devis concernant le remplacement d'une partie des extincteurs. Constat d'écarts : L'exploitant ne s'assure pas que l'ensemble des extincteurs sont en bon état de fonctionnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Prévention du risque incendie (RIA)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II points 13 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : art.13 L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

<p>- de robinets d'incendie armés (RIA), situés à proximité des issues. [...]</p> <p>art.22</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie systèmes [...] d'extinction, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification des RIA effectué par la société UXELLO du 14/05/2024 . Ce rapport ne relève pas de non-conformité. Le rapport de vérification des RIA pour l'année 2025 n'a pas été présenté.</p> <p>Constat d'écart : La fréquence minimale de contrôle n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Prévention du risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2013, article 7.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens ci-après :</p> <p>[...]</p> <p>une réserve d'eau incendie de 500 m³, aménagée au Sud Ouest de la cellule 1, disponible en permanence</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La défense incendie est assurée par les 2 poteaux incendie. Elle est complétée par un bassin incendie de 500m³ disposant de son propre accès.</p> <p>L'inspection constate la présence d'une forte végétation à l'intérieur du bassin incendie.</p> <p>Par ailleurs, son utilisation par les services de secours, n'est également pas garantie en raison de la présence de végétation au niveau des crépines d'aspiration.</p> <p>Constat : L'exploitant ne s'assure pas que le bassin incendie de 500 m3, nécessaire à la défense contre l'incendie de l'établissement, soit correctement entretenu pour garantir son bon fonctionnement en cas de sinistre.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification effectué par la société COBATEC du 04/02/2025. De nombreux exutoires comportent des défauts de fonctionnement.</p> <p>L'exploitant a transmis un devis de remise en état du 21/03/2025 pour la résorption des défauts constatés.</p> <p>Constat d'écart : L'exploitant ne justifie pas du bon fonctionnement du système de désenfumage.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois